

1951] (p. 3679, 3680); Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des universités (Suppression de préparateurs)* (p. 3680); Chap. 1140 : *Ecoles normales supérieures (Traitement des élèves)* [21 avril 1951] (p. 3701, 3702); *Sa demande de disjonction du chapitre* (p. 3704, 3705); Chap. 1360 : *Création de postes dans l'enseignement secondaire et extension du cadre unique* (p. 3706, 3707); *Amendement de M. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Création de postes dans l'enseignement technique)* (p. 3708); *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Application du statut Monod)* (p. 3708, 3709); Chap. 1370 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux professeurs du second degré (Indemnités de doctorat)* (p. 3710); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Heures supplémentaires)* (p. 3710); Chap. 1450 : *Allocation aux médaillés de l'enseignement* (p. 3737); Chap. 2050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des bibliothèques (Reclassement des gardiens)* (p. 3751); *le retire* (ibid.); Chap. 3120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des Ecoles normales supérieures* [23 avril 1951] (p. 3788); Chap. 3250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bibliothèques et le matériel scolaire du second degré* (p. 3789); Chap. 3260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des lycées* (p. 3789); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses nationales* (p. 3810); Chap. 4170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations familiales des membres de l'enseignement* (p. 3813, 3814); Chap. 5580 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux bibliothèques universitaires* (p. 3820, 3821); Article additionnel : *Son amendement relatif au traitement des élèves des Ecoles normales supérieures* (p. 3825); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 4080 : *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à disjoindre le chapitre relatif aux restaurants universitaires* [22 mai 1951] (p. 5664); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement

des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 801 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à la reconstruction des établissements du second degré* [11 avril 1951] (p. 3091, 3092); Chap. 8100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la bibliothèque scolaire* (p. 3093); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur : *Discussion générale* [12 mai 1951] (p. 5127, 5128, 5129).

**CHARLET (M. Gaston)**, Député de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [21 décembre 1946] (p. 201); de la Commission de la justice et de législation (p. 202). = Elu Conseiller de la République, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

**CHARLOT (M. Jean)**, Député du Var.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [29 mai 1947] (p. 1783); de la Commission des finances [2 août 1948] (p. 5188), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission des Finances chargée de suivre et de contrôler l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale (Application de l'art. 71 de la loi du 21 mars 1947) [15 mars 1950] (**F. n° 527**), [24 février 1951] (**F. n° 680**) — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [27 novembre 1950] (p. 8178).

**Dépôts :**

Le 6 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels **n° 2262**. — Le 27 novembre 1947, une proposition de loi pour la protection des forêts contre l'incendie et pour la restauration forestière, agricole et pastorale dans les départements de Provence, **n° 2719**. — Le 19 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réintégrer, par priorité, les jeunes gens de la classe 1945 qui, pour s'engager dans les armées de la libération, ont dû donner leur démission des services auxquels ils appartenaient en 1944, **n° 3471**. — Le 2 mars 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels, **n° 3629**. — Le 16 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale fixant le statut juridique des centres techniques industriels, **n° 4576**. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1941, **n° 5917**. — Le 3 février 1949, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 31 de la loi n° 48-28 du 6 janvier 1948, relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, **n° 6298**. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget des Dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale : Budget annexe des fabrications d'armement), **n° 7383**. — Le 2 décembre 1949, une proposition de loi tendant à la suppression du contingentement et à la modification des conditions de vente des produits pétroliers, **n° 8598**. — Le 17 février 1950, une proposition de loi tendant, dans le cadre de la loi de finances pour l'exercice 1950 (n° 50-135 du 31 janvier 1950), à substituer au premier alinéa de l'article 16 de ladite loi, la création d'un droit de timbre exceptionnel dont la perception serait préalable au renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles, prévu à l'article 13 de la loi n° 48-1477

du 24 septembre 1948, **n° 9256**. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Marine, Budget annexe des constructions et armes navales), **n° 9366 (annexe n° IV)**. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Marine, Budget annexe des constructions et armes navales), **n° 9367 (annexe n° VII)**. — Le 25 avril 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Marine, Budget annexe des constructions et armes navales), **n° 9735 (annexe n° IV)**. — Le 30 mai 1950, une proposition de loi tendant à adapter la législation de la sécurité sociale à la situation de certains travailleurs, **n° 10095**. — Le 1<sup>er</sup> juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier du rappel de la retraite du combattant les anciens combattants du Maroc, **n° 10151**. — Le 12 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer d'urgence un premier secours de 250 millions de francs aux agriculteurs du département du Var, sinistrés par suite de la tempête et de la grêle qui a ravagé le 3 juin 1950 la région nord-ouest du département ; 2° à prévoir l'indemnisation des sinistrés et leur exonération d'impôts au titre de 1950, **n° 10244**. — Le 24 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices fiscales dont sont l'objet les viticulteurs des départements du Var, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône en matière d'impôts sur les bénéfices agricoles, **n° 11094**. — Le 15 février 1951, une proposition de loi tendant à interdire le procédé de vente dit de la « boule de neige », **n° 12231**.

**Interventions :**

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée nationale* [3 décembre 1946] (p. 47); [14 janvier 1947] (p. 4). — Prend part à la discussion du projet

de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 337 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les frais de répartition des matières premières* [12 juin 1947] (p. 2056, 2057); Chap. 338 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour la police et la surveillance des eaux domaniales* (p. 2057). — Est entendu : au cours du débat sur l'interpellation de M. Lespes relative à la question des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2103); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Clôture de la session*) [29 juillet 1947] (p. 3686). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires en 1948; Art. 16 : *Droits sur les produits pétroliers* [30 décembre 1947] (p. 6592, 6593, 6595, 6596); Art. 17 : *Son amendement relatif aux droits sur les rhums* (p. 6598); le retire (*ibid.*); Art. 16 : *Son amendement tendant à modifier le tarif des droits sur les produits pétroliers* (p. 6602); Art. 26 bis : *Amendement de M. Devinat tendant à insérer un article additionnel instituant une taxe sur la cession d'automobiles d'occasion* (p. 6607). — Est élu Secrétaire de l'Assemblée nationale [14 janvier 1948] (p. 159). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels : en qualité de Rapporteur [16 mars 1948] (p. 1754, 1755); *Motion préjudicielle de M. Michel* (p. 1757); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de forme de M. Bouvier O'Cottureau* (p. 1760); *Amendement de M. Peyrat relatif au rôle du Centre national de la recherche scientifique* (p. 1760); *Amendement de M. Bouvier O'Cottureau tendant à créer d'autres centres analogues* (p. 1761); Art. 2 : *Amendement de M. Degoutte relatif à l'étude de la normalisation par ces centres* (p. 1761, 1762); Art. 4 : *Amendement de M. Mudry tendant à modifier la composition du conseil d'administration* (p. 1762, 1763); *Amendement analogue de M. Degoutte* (p. 1763); Art. 5 : *Amendement de Mme Schell relatif au rôle du commissaire du Gouvernement* (p. 1764); Art. 7 : *Amendement de M. Michel tendant à créer une caisse autonome de la recherche* (p. 1765); Art. 8 : *Amendement de M. Buron tendant à supprimer l'article* (p. 1765); Art. 10 : *Amendement de M. Bouvier O'Cottureau tendant à nécessiter l'accord des intéressés pour la transformation des*

*organismes actuels* (p. 1765, 1766); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [9 juillet 1948] (p. 4516); Art. 3 : *Modification de forme* (*ibid.*); Art. 4 : *Modification du Conseil de la République pour le renouvellement annuel du conseil d'administration* (p. 4517); Art. 7 : *Suppression des conditions d'établissement et de versement des cotisations* (*ibid.*); Art. 10 : *Amendement de M. Dusseaux tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 4518); Art. 10 bis : *Dissolution des centres techniques* (*ibid.*); — de la proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation des combustibles minéraux; Art. 8 : *Son amendement relatif à l'ensemble industriel de Decazeville* [29 juillet 1948] (p. 5024); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 355 : *Auberges de la Jeunesse* [4 août 1948] (p. 5346); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens de l'exercice 1948; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder une avance de 250 millions pour la télévision* [20 août 1948] (p. 6096). — Son rapport supplémentaire sur les élections dans le département du Gard [16 décembre 1948] (p. 7658). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 10 quater : *Son amendement relatif aux communes ayant des difficultés pour placer des emprunts locaux* [9 mars 1949] (p. 1407). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à faire l'appel des députés du 10 au 17 mai* [5 avril 1949] (p. 2066); *Son amendement tendant à siéger le samedi 16, le dimanche 17 et le lundi 18 avril 1949* (p. 2066). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 11 bis : *Autorisation de fabrication d'apéritifs à base d'alcool* [31 mai 1949] (p. 3005); *Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer l'article* (p. 3006, 3007); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Dispositions générales; Art. 6 : *Amendements de MM. Penoy, Mallez et Peytel tendant à disjoindre l'article relatif à la coordination des transports* [1<sup>er</sup> juillet 1949] (p. 4043). — Dépose une demande d'interpellation sur les nouvelles conditions de vente des produits pétroliers [8 décembre 1949] (p. 6700). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de

*l'essence : Son contre-projet tendant à mettre l'essence en vente libre à 40 francs le litre* [9 décembre 1949] (p. 6726, 6727, 6728, 6729, 6730); *le retire* (p. 6730); Art. 1<sup>er</sup> : *Sous-amendement de M. Peytel à l'amendement de M. Blocquaux relatif au prix de cession de l'alcool carburant* [20 décembre 1949] (p. 7019); *Amendement de M. Blocquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence, en 1950, de 600.000 hectolitres d'alcool* (p. 7020); *Amendement de M. Jules-Julien tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'écoulement de 1.200.000 hectolitres d'alcool industriel* (p. 7023); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 24 : *Amendement de Mlle Dupuis tendant à limiter à 200 le nombre des fonctionnaires du ravitaillement maintenus* [31 décembre 1949] (p. 7664); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 24 : *Amendement de M. E. Hugues tendant à ne maintenir que 100 emplois au service du ravitaillement* (p. 7687); — d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles; *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2151, 2152); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Védrines tendant à détaxer les artisans qui ne sont pas entrepreneurs de transports* (p. 2156); *Demande de renvoi du débat présentée par M. Schauffler* (p. 2160); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1950] (p. 2667; 2668); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2668, 2669); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950, en qualité de *Rapporteur spécial* [10 mai 1950] (p. 3469, 3470); Etat A, MARINE, Chap. 1005 : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à réduire de 1.200.000 francs les crédits pour la solde des officiers* [11 mai 1950] (p. 3579); Chap. 1055 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés pour le service du commissariat* (p. 3581); Chap. 1065 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel civil des travaux maritimes* (p. 3581); Chap. 1095 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés pour les ouvriers des travaux maritimes* (p. 3581, 3582); Chap. 1115 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour le personnel ouvrier des services divers* (p. 3582); Chap. 3015 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour l'habillement*

*et le couchage* (p. 3583); Chap. 3035 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 9 millions les crédits pour le logement et le cantonnement* (p. 3583, 3584); Chap. 3045 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour les écoles et le recrutement* (p. 3584); Chap. 3055 : *Convocation des réserves* (p. 3585); Chap. 3095 : *Demande de rétablissement, présentée par le Gouvernement, des crédits pour l'entretien du matériel automobile* (p. 3185, 3186); Chap. 3165 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés pour le matériel roulant de l'aéronautique navale* (p. 3186); Chap. 800 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 9 millions les crédits pour les parcs à combustibles* (p. 3586); Chap. 901 : *Subsistance du commissariat de la marine* (p. 3587); Chap. 909 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les achats immobiliers (base de Pont-Réan)* (p. 3590); Etat B, MARINE, Chap. 181 : *Personnel ouvrier* (p. 3595); *Amendement de Mme Sportisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (chantier naval d'Oran)* (p. 3598); Chap. 880 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 50 millions les crédits pour travaux immobiliers* (p. 3600). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Discussion du budget de la Reconstruction*) [11 mai 1950] (p. 3571). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 1280 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les salaires du personnel ouvrier* [13 juin 1950] (p. 4668); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE, Chap. 9051 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à rétablir les crédits demandés pour les travaux maritimes (base de Mers-el-Kébir)* [29 décembre 1950] (p. 9799, 9800); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 mai 1951] (p. 4984); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de Mme Boutard tendant à calculer les allocations sur un salaire de base de 12.000 fr. par mois* (p. 4992, 4993); Article additionnel : *Son amendement tendant à fixer le montant global des cotisations des exploitants à 10 milliards* (p. 4994); Art. 2 : *Amendement de*

*M. Arthaud tendant à abroger la taxe de 1 0/0 sur les produits agricoles et à surtaxer les bénéfices industriels et commerciaux supérieurs à 2 millions* (p. 4996, 4997, 4998); *Demande de renvoi du projet à la commission des finances, présentée par le Gouvernement* [11 mai 1951] (p. 5061).

**CHARPENTIER (M. René), Député de la Marne.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102) [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1956] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission supérieure des allocations familiales agricoles [28 janvier 1950] (**F. n° 506**). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**). — Est désigné pour remplir les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), session du 7 décembre 1948 [23 novembre 1948] (p. 7150).

**Dépôts :**

Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter la fixation du prix du blé, **n° 1333**. — Le 4 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager les modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur le prélèvement exceptionnel en faveur des agriculteurs, **n° 3244**. — Le 15 juillet 1948, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant : 1° création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; 2° fixation de ce budget pour le 2<sup>e</sup> semestre de l'exercice 1948 et; 3° couvrant le déficit du régime des prestations familiales agricoles pour les exercices antérieurs, **n° 4955**. — Le 26 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur

la proposition de loi de M. Le Goff, conseiller de la République, tendant à organiser la Sécurité sociale en agriculture et à en déterminer les modalités de financement et d'application, **n° 5395**. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi relative au financement des assurances sociales agricoles, **n° 5797**. — Le 17 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer dans sa lettre et dans son esprit le décret du 22 mars 1947 relatif à la fixation du prix du blé, **n° 7148**. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi modifiant le statut viticole champenois, (délimitation de la Champagne), **n° 7183**. — Le 3 juin 1949, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, **n° 7359**. — Le 8 juillet 1949, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers, **n° 7824**. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 8 juin 1949 sur l'élection des conseils d'administration de la mutualité agricole, **n° 9310**. — Le 14 mars 1950, une proposition de loi relative aux allocations familiales agricoles, **n° 9464**. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. René Charpentier tendant à compléter la loi du 8 juin 1949 sur l'élection des conseils d'administration de la mutualité agricole, **n° 9813**. — Le 7 novembre 1950, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de la loi du 16 juillet 1949 portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, **n° 11184**. — Le 16 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser le prix de l'avoine, **n° 11283**. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser le prix de l'avoine, **n° 11324**. — Le 26 janvier 1951, une proposition de loi tendant à instituer la tenue pour les distillateurs d'un compte